

Communiqué de presse

Le nouveau rapport de REN21 dresse le constat d'un rendez-vous manqué avec la transition énergétique, malgré une croissance record des énergies renouvelables

- **La part des énergies renouvelables dans la consommation énergétique mondiale stagne en dépit d'une augmentation record des capacités de production**
- **La croissance des énergies renouvelables n'a pas suffi face à l'augmentation de la consommation d'énergie et une nouvelle hausse de l'utilisation des combustibles fossiles**
- **La crise énergétique mondiale est exacerbée par l'invasion russe en l'Ukraine, qui génère des profits exceptionnels pour les géants des combustibles fossiles alors que des milliards de personnes sont menacées par la pauvreté énergétique.**

PARIS, le 15 juin 2022 – Après deux ans de pandémie, les grandes nations avaient promis de saisir l'occasion pour amorcer une relance « verte », mais cette opportunité ne s'est pas concrétisée. Le constat dressé par le *Rapport sur la situation mondiale des énergies renouvelables 2022 (GSR2022)* de REN21 est sans appel : la transition énergétique n'a pas lieu. Le second semestre de 2021 a vu naître la plus grande crise énergétique de l'histoire, exacerbée par l'invasion russe de l'Ukraine et qui a provoqué un choc mondial sans précédent sur les matières premières. « Alors qu'en 2021 les gouvernements ont été de plus en plus nombreux à s'engager à atteindre la neutralité carbone, la réalité est que, en réponse à la crise, de nombreux pays recommencent à développer de nouvelles sources de combustibles fossiles — et à en brûler davantage — charbon, gaz et pétrole », explique Rana Adib, Directrice Exécutive de REN21.

“Le rapport de REN21 fait chaque année le point sur les sources d'énergie renouvelable dans le monde. L'édition 2022 est la 17^e édition consécutive et elle vient confirmer ce que redoutaient les experts : la part mondiale des énergies renouvelables dans la consommation finale d'énergie stagne (8,7 % en 2009 contre 11,7 % en 2019) et le système énergétique n'opère pas sa mutation vers les énergies renouvelables.

Dans le secteur de l'électricité, l'augmentation record des capacités (+314.5 GW, soit 17 % de plus qu'en 2020) et de la production (+7 793 TWh) n'a pas permis de répondre à l'augmentation de 6 % de la consommation d'électricité. Dans le domaine de la chaleur et du froid, la part des énergies renouvelables dans la consommation finale d'énergie est passée de 10,6 % en 2009 à 11,2 % en 2019. Dans le secteur des transports, où la part des énergies renouvelables a augmenté de 2,4% en 2009 à 3,7 % en 2019, l'absence de progrès est particulièrement inquiétante car celui-ci représente presque un tiers de la consommation mondiale d'énergie. Pour la première fois, le rapport annuel affiche une carte mondiale des sources d'énergie renouvelables par pays et met en évidence les progrès de certains pays leaders.

De nombreux nouveaux engagements ont été pris en faveur de la neutralité carbone, mais l'élan politique ne s'est pas traduit par des actions concrètes.

Dans la perspective de la COP26, un nombre record de 135 pays s'étaient engagés à atteindre l'objectif de neutralité carbone d'ici à 2050. Mais, parmi ces pays, seuls 84 ont adopté des objectifs en matière d'énergies renouvelables pour l'ensemble des secteurs économiques et 36 seulement s'étaient fixé l'objectif d'atteindre 100 % d'énergies renouvelables. Pour la première fois dans l'histoire des sommets sur le climat, la Conférence de Glasgow sur le changement climatique a mentionné la nécessité de réduire l'utilisation du charbon — mais elle n'a pas appelé à y mettre fin ni souligné l'importance de diminuer la consommation de l'ensemble des combustibles fossiles.

Le rapport 2022 indique clairement que le respect des engagements en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre nécessitera des efforts considérables pour les concrétiser, et que l'élan créé par la COVID19 est resté inexploité. Malgré d'importantes mesures en faveur d'une relance verte, la forte reprise économique, avec une croissance du PIB réel mondial de 5,9%, s'est traduite par une augmentation de la consommation finale d'énergie de 4 %, dépassant les progrès réalisés par les énergies renouvelables. Rien qu'en Chine, la consommation finale d'énergie a augmenté de 36 % entre 2009 et 2019. La majeure partie de l'augmentation de la consommation d'énergie a été couverte par les combustibles fossiles, ce qui a entraîné la plus forte hausse des émissions mondiales de CO2 de l'histoire, soit une augmentation de plus de 2 milliards de tonnes à partir de 2020.

L'effondrement de l'ancien ordre énergétique menace l'économie mondiale

L'année 2021 marque également la fin de l'ère de combustibles fossiles bon marché, avec la plus forte hausse des prix de l'énergie depuis la crise pétrolière de 1973. Vers la fin de l'année, les prix du gaz ont atteint un niveau presque dix fois plus élevé qu'en 2020 en Europe et en Asie, et ont triplé aux Etats Unis, conduisant à une escalade des prix de gros des plus importants marchés de l'électricité. L'invasion russe de l'Ukraine a profondément aggravé cette crise énergétique, provoquant une onde de choc sans précédent sur les matières premières qui pèse lourdement sur la croissance mondiale. Plus de 136 pays sont dépendants des importations de produits fossiles.

« L'ancien régime énergétique est en train de s'effondrer sous nos yeux - et avec lui l'économie mondiale », déclare Adib. Et d'ajouter : « Pourtant, il n'est pas nécessaire d'opposer la réponse aux crises et les objectifs climatiques. Les énergies renouvelables sont la meilleure option, et la plus abordable, pour contrôler la volatilité des prix. Nous devons augmenter la part des énergies renouvelables et en faire une priorité des politiques économiques et industrielles. On n'éteint pas un incendie avec un lance-flamme ».

Les énergies renouvelables ouvrent la voie à plus de justice et d'autonomie

Les menaces de la Russie d'interrompre les livraisons de gaz et de pétrole dans de nombreux pays, notamment en Europe, soulignent l'urgence d'une transition vers les renouvelables. L'Union européenne et les gouvernements nationaux et locaux revoient leurs objectifs et préconisent de nombreuses mesures pour accélérer la transition énergétique, mais ils continuent également à recourir aux vieux remèdes. Bien que certains pays, comme le Royaume-Uni, aient annoncé de nouvelles taxes sur les majors de l'énergie, la plupart des pays ont simultanément promulgué de nouvelles subventions aux combustibles fossiles. Les entreprises du charbon, du pétrole et du gaz naturel ont été les principales bénéficiaires de la crise énergétique et des mesures prises par les gouvernements, augmentant à la fois leurs profits et leur influence.

Le rapport 2022 montre que, malgré le renouvellement des engagements en faveur du climat, les subventions à la production et à la consommation de combustibles fossiles restent le premier choix des gouvernements pour atténuer les effets de la crise énergétique. Entre 2018 et 2020, ils ont dépensé le montant exorbitant de 18 000 milliards USD (7 % du PIB en 2020) en subventions aux combustibles fossiles parfois parallèlement à la réduction du soutien aux énergies renouvelables (par exemple en Inde).

Cette tendance révèle l'écart alarmant entre les ambitions et les actes, et elle témoigne d'un aveuglement par rapport aux multiples possibilités qu'offrent une économie et une société basées sur les énergies renouvelables, notamment une gouvernance énergétique plus diverse et inclusive reposant sur une production et des chaînes de valeur locales. Les pays dont la part des énergies renouvelables dans la consommation totale d'énergie est plus élevée jouissent d'une plus grande indépendance et sécurité énergétique.

« Au lieu de mettre le développement des énergies renouvelables en suspens, les gouvernements devraient financer directement l'installation à domicile de sources d'énergie renouvelable pour les clients vulnérables au lieu de subventionner les combustibles fossiles pour réduire les factures d'énergie. Cela peut sembler un investissement énorme, mais au bout du compte, cela reviendra moins cher », déclare Adib

« L'adoption des énergies renouvelables doit être un indicateur de performance clé dans tous les secteurs économiques. Nous demandons des objectifs et des plans à court et à long terme pour passer aux énergies renouvelables, ainsi que des échéances claires pour l'arrêt des combustibles fossiles », appelle Arthouros Zervos, Président de REN21.

« La transition énergétique est la seule option qui s'offre à nous » conclut Teresa Ribera, Vice-Présidente du gouvernement espagnol et Ministre de la transition écologique et du défi démographique. « Elle permet l'émergence de modèles commerciaux et de formes d'organisation innovants, pour transformer les chaînes de valeur, redistribuer le pouvoir économique et façonner une nouvelle gouvernance, davantage centrée sur les citoyens. Associées à des investissements adéquats dans la souveraineté technologique, les énergies renouvelables sont les seules sources d'énergie offrant à chaque pays du monde la possibilité d'accroître son autonomie et sa sécurité énergétiques ».

À propos de REN21 et du Rapport sur la situation mondiale des énergies renouvelables 2022 (GSR2022)

REN21 est la seule communauté mondiale d'acteurs des énergies renouvelables issus du secteur scientifique et académique, de gouvernements, d'ONG et de l'industrie dans tous les secteurs des énergies renouvelables.

Notre communauté est au cœur de notre culture, axée sur les données et l'analyse. Tous nos travaux, y compris le Rapport mondial sur la situation mondiale des énergies renouvelables 2022, suivent un processus unique d'analyse et de rédaction, qui a permis à REN21 d'être reconnu au niveau mondial comme un agrégateur neutre de données et de connaissances. Tous les documents estampillés REN21 ont été produits selon un processus en six étapes :

- Collecte de données s'appuyant sur une communauté mondiale multipartite d'experts de divers secteurs, permettant l'accès à des données et informations éparses qui ne sont souvent pas consolidées et difficiles à recueillir
- Mise en relation de données formelles (officielles) et informelles (non officielles/non conventionnelles) recueillies auprès d'un large éventail de sources, de manière collaborative et transparente, par exemple à l'aide de bibliographies étendues
- Approfondissement et validation des données et des informations dans le cadre d'un processus ouvert d'examen par les pairs
- Entretiens et communication personnelle entre l'équipe REN21 et les auteurs afin d'obtenir l'avis d'experts sur les tendances en matière d'énergies renouvelables pour l'année cible
- Rédaction d'une analyse qui s'appuie sur des données et des informations validées ainsi que sur des éléments factuels permettant de contribuer au débat mondial et régional sur la transition énergétique, de suivre les progrès réalisés et d'éclairer les processus décisionnels
- Publication des données et des informations en toute transparence pour donner aux acteurs les moyens de défendre les énergies renouvelables dans leur travail

Plus de 650 experts ont contribué à l'édition 2022, épaulés par une équipe internationale de rédacteurs et le secrétariat de REN21..

Media contact

Yasmine Abd El Aziz, **REN21** (+ 33 6 52 25 69 52) press@ren21.net

Jose Bonito, **World Media Wire** (+44 7528 016224)